

Intelligence civile et veille citoyenne : Guide d'action pour les associations d'éducation permanente

L'intelligence civile et la veille citoyenne représentent aujourd'hui des leviers puissants de renouveau démocratique, parfaitement adaptés aux missions d'éducation permanente en Fédération Wallonie-Bruxelles. Ces approches permettent aux citoyens de développer une analyse critique systématique de leur environnement social et politique, tout en construisant collectivement des solutions d'action. (Nouveautypedecitoyens) (Coredem) Dans un contexte où seulement 26% des Wallons se déclarent satisfaits du fonctionnement démocratique (IWEPS 2023), ces méthodes offrent des perspectives concrètes d'émancipation citoyenne et de transformation sociale. (RTBF)

Le secteur de l'éducation permanente dispose d'atouts uniques pour porter ces initiatives : légitimité institutionnelle, expertise pédagogique participative, ancrage territorial et financement structurel.

(Cfwb +3) **Plus de 300 associations reconnues en FWB peuvent déjà intégrer ces approches dans leurs activités actuelles**, (Lire-et-ecrire) particulièrement dans l'Axe 1 "Participation, éducation et formation citoyennes" du décret de 2003. (Cfwb) L'évolution récente de ces concepts montre une institutionnalisation croissante et une diversification des applications pratiques, créant un momentum favorable pour leur déploiement systématique.

Comprendre l'intelligence civile et la veille citoyenne pour mieux agir

L'intelligence civile se définit comme "la pratique systématique et légale, par une organisation de la société civile, des trois fonctions informationnelles que sont la veille, la gestion du risque informationnel et l'influence". (Cairn) Cette approche établit un parallèle avec l'intelligence économique du secteur privé, mais au service d'un projet démocratique. Elle repose aujourd'hui fortement sur le concept d'intelligence collective, défini par la Ligue de l'Enseignement belge (La Ligue de l'Enseignement) comme "la capacité d'un groupe d'individus à collaborer, partager des connaissances et résoudre des problèmes de manière plus efficace que s'ils agissaient individuellement". (La Ligue de l'Enseignement) (Cairn.info)

La veille citoyenne, complémentaire, consiste en "l'ensemble des méthodes par lesquelles les citoyens s'organisent pour suivre l'exécution des engagements des leaders politiques" (Nouveautypedecitoyens) et "rassembler et diffuser une information pertinente au service d'un projet de société démocratique". (Coredem) **Ces deux approches se renforcent mutuellement** : la veille fournit les données terrain nécessaires à l'intelligence civile, qui elle-même offre le cadre stratégique et prospectif pour valoriser cette surveillance démocratique.

L'évolution récente (2020-2025) montre une **réponse adaptée aux crises systémiques contemporaines** : burn-out démocratique, individualisme, crise climatique, polarisation des débats. (La Ligue de l'Enseignement) L'intelligence collective émerge comme alternative aux débats compétitifs, privilégiant la délibération démocratique égalitaire. (Hainaut) (hainaut) Parallèlement, la veille citoyenne s'est diversifiée avec la multiplication d'observatoires spécialisés (OIDP) et l'intégration d'outils

numériques avancés, y compris l'OSINT (Open Source Intelligence) pour les contre-enquêtes citoyennes. (Éduscol) (Psl)

Des initiatives inspirantes prouvent la faisabilité et l'impact

L'analyse de 12 initiatives récentes en Belgique et en France révèle des modèles reproductibles et des facteurs de succès identifiables. **En Fédération Wallonie-Bruxelles, des associations comme Citoyenneté & Participation (CPCP) démontrent concrètement l'efficacité de ces approches.** Leurs ateliers co-construits selon la méthodologie VOIR-PENSER-AGIR génèrent des productions citoyennes tangibles : expositions photo, courts-métrages engagés, journaux de quartier, plaidoyers politiques.

(Cpcp) Cette approche ascendante, partant des préoccupations des publics en fragilité sociale, produit des résultats concrets d'émancipation individuelle et collective. (Cpcp) (cpcp)

Les budgets participatifs wallons illustrent l'institutionnalisation possible de ces démarches. Avec des enveloppes de 20 000 à 50 000 euros cofinancées par la Wallonie, des communes comme Braine-le-Comte ont concrétisé 7 projets citoyens en 2023, créant des espaces numériques intergénérationnels et des aménagements urbains. (UVCW +2) **Le guide méthodologique wallon 2024 rend cette approche accessible à toute commune.**

Au niveau numérique, l'initiative Faky de la RTBF prouve l'efficacité des outils de vérification collaborative. Cette plateforme permet aux citoyens de vérifier informations, images et mots-clés grâce à une base de données de sources fiables et des partenariats avec les établissements d'enseignement. (Bruxelles-J) En France, l'Observatoire des Citoyens et Regards Citoyens montrent comment l'expertise technique citoyenne peut révéler des dysfonctionnements démocratiques majeurs, avec des bases de données en open data qui nourrissent le débat public. (Cairn +2)

Le cadre légal FWB facilite et encourage ces initiatives

Le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'éducation permanente offre un cadre juridique parfaitement adapté aux activités d'intelligence civile et de veille citoyenne. (Lire-et-ecrire) (Cfwb) L'Axe 1 "Participation, éducation et formation citoyennes" (Cfwb) (Alter Echos) correspond précisément à ces pratiques : développement de la capacité d'analyse critique, stimulation d'initiatives démocratiques collectives, exercice des droits sociaux et politiques dans une perspective d'émancipation. (Cfwb +3)

Les obligations méthodologiques du décret rejoignent les principes de ces approches : co-construction avec les publics, partir des réalités vécues, développer une citoyenneté active et critique. (Cfwb) (Ccf) **Les associations déjà reconnues peuvent intégrer ces activités dans leurs programmes existants sans modification statutaire.** Pour les nouvelles initiatives, la procédure de reconnaissance se déroule via la plateforme SUBside, avec des demandes de principe à déposer entre le 1er et 31 janvier pour l'année suivante. (Cfwb +2)

Les évolutions récentes du cadre réglementaire sont favorables : digitalisation complète des procédures, prolongations exceptionnelles liées au COVID-19, reconnaissance de l'importance croissante de la participation citoyenne. **Toutefois, la suspension actuelle des subventions**

ponctuelles et les contraintes budgétaires futures (réduction de 300 millions d'euros d'ici 2029) rendent cruciale la recherche de financements complémentaires et de partenariats stratégiques.

Cfwb

Des outils accessibles transforment les pratiques associatives

L'écosystème numérique français offre une palette d'outils gratuits parfaitement adaptés aux besoins des associations d'éducation permanente. **La suite Framasoft constitue la base idéale pour débiter :** Framapad pour l'écriture collaborative, Framadate pour l'organisation, Framaforms pour les enquêtes respectueuses du RGPD. (coredem) (Framapad) Ces outils permettent de démarrer sans expertise technique avancée ni budget conséquent.

Pour la veille informationnelle, la combinaison Google Alertes + Feedly + Scoop.it permet une surveillance efficace des sujets d'intérêt avec des tableaux de bord personnalisés. (coredem) (Le Quartier

Les outils de fact-checking comme Décodex, TinEye et CaptainFact offrent une vérification collaborative accessible à tous. (Internet Sans Crainte +3) Pour l'animation, les ressources de la plateforme MultiBàO proposent plus de 200 fiches méthodes collaboratives directement utilisables. (coredem)

(Worklab)

L'évolution vers des plateformes participatives complètes devient possible avec Decidim (open source) qui permet consultations, budgets participatifs et assemblées citoyennes, (opensourcepolitics) ou Agorakit pour la gestion de collectifs avec forums, calendriers et votes. **Le modèle de progression recommandé s'étale sur 2 ans :** phase 1 (outils de base Framasoft), phase 2 (intégration HelloAsso + formation Animacoop), phase 3 (plateformes avancées + CRM associatif).

Financements diversifiés sécurisent les projets ambitieux

L'écosystème de financement belge francophone offre des opportunités multiples pour soutenir les projets d'intelligence civile et de veille citoyenne. **La Fondation Roi Baudouin reste l'acteur central avec 200 appels par an soutenant 5000+ organisations,** (Fondation Roi Baudouin) particulièrement active sur les thématiques citoyenneté, démocratie et justice sociale. Les programmes européens Erasmus+ (28 milliards d'euros 2021-2027) priorisent explicitement la "Citoyenneté européenne" (Enseignement Supérieur) avec des partenariats de coopération jusqu'à 300 000 euros.

Au niveau de la FWB, malgré la suspension des subventions ponctuelles, l'appel à projets AMO 2025-2026 (477 450 euros total) de la Promotion de la Citoyenneté et de l'Interculturalité finance des projets de 5000 à 45 000 euros sur 24 mois. (Fédération Wallonie-Bruxelles...) **La stratégie optimale combine 40% de financement public et 60% de financement privé,** avec des partenariats entre 3 à 5 associations pour les grands projets.

Les budgets types s'échelonnent selon l'ambition : petit projet d'un an (15 000-30 000 euros), projet moyen de 2-3 ans (50 000-100 000 euros), grand projet européen de 3-5 ans (150 000-300 000 euros). (Académie de Normandie) **La clé du succès réside dans la construction préalable de partenariats**

solides avec universités (recherche-action), réseaux sectoriels (FESEFA) et centres de recherche spécialisés (CRISP, CRIDAQ).

L'inclusion de tous les publics maximise l'impact démocratique

L'engagement citoyen en Belgique francophone révèle des fractures importantes mais aussi des innovations prometteuses. Si seulement 26% des Wallons se déclarent satisfaits du fonctionnement démocratique régional (IWEPS 2023), l'Eurobaromètre 2024 montre une reprise avec 65% de satisfaction au niveau national. (RTBF) Cette contradiction souligne l'importance d'une approche territorialisée de la participation citoyenne.

Les bonnes pratiques d'inclusion développées par Unia et testées dans les innovations participatives belges (commissions délibératives bruxelloises, dialogue citoyen permanent en Communauté germanophone) (Calepin) offrent des modèles transposables. (Participation) (Perspective Brussels) **La conception universelle bénéficie à tous** : les adaptations pour malvoyants dans les cours numériques améliorent l'expérience de toute la classe. Pour les seniors, l'hybridation présentiel-numérique avec formation progressive démultiplie la participation. Pour les migrants, la médiation interculturelle et les groupes mixtes créent une richesse d'analyse inédite. (Ville de Namur) (LinkedIn)

L'évaluation d'impact doit refléter cette complexité en combinant indicateurs quantitatifs (taux de participation par profil, couverture géographique) et qualitatifs (développement de l'esprit critique, émergence de leaders citoyens, initiatives générées). **La méthode de la Fondation Roi Baudouin, avec ses évaluations à trois niveaux et son enquête triennale auprès de tous les bénéficiaires, fournit un cadre méthodologique éprouvé.** L'innovation réside dans la co-construction des indicateurs avec les publics eux-mêmes, garantissant une évaluation participative cohérente avec l'approche pédagogique.

Plan d'action concret pour démarrer dans les 6 mois

ÉTAPE 1 - PRÉPARATION (Mois 1-2)

- Audit des activités actuelles pour identifier les potentialités d'intégration
- Formation de 2-3 personnes aux outils de base (Framasoft + Google Alertes)
- Connexion avec le réseau FESEFA (Fesefa) (fesefa) et identification de partenaires potentiels
- Analyse du cadre légal spécifique à votre axe de reconnaissance

ÉTAPE 2 - EXPÉRIMENTATION (Mois 3-4)

- Lancement d'un projet pilote sur un sujet local d'actualité
- Test de la méthodologie VOIR-PENSER-AGIR avec un petit groupe
- Mise en place d'une veille collaborative sur 3-5 sources stratégiques
- Documentation systématique des apprentissages et ajustements

ÉTAPE 3 - DÉVELOPPEMENT (Mois 5-6)

- Candidature à l'appel AMO ou programme Erasmus+ selon l'ampleur du projet
- Formation Animacoop pour renforcer les compétences d'animation collaborative (Outils-reseaux)
(Formation Animacoop)
- Développement de partenariats avec université locale pour dimension recherche-action
- Intégration progressive d'outils plus avancés (Decidim/Agorakit selon les besoins)

RESSOURCES IMMÉDIATEMENT MOBILISABLES :

- Guide CPCP de la méthodologie VOIR-PENSER-AGIR
- Formations intelligence collective de la Ligue de l'Enseignement (2024-2025)
- Plateforme SUBside pour les démarches administratives FWB (cfwb)
- Répertoire bonnes pratiques sur MultiBàO et ressources Outils-Réseaux (Worklab)

Conclusion : Une opportunité historique de renouveau démocratique

L'intelligence civile et la veille citoyenne ne constituent pas simplement de nouveaux outils pédagogiques, mais une réponse systémique à la crise démocratique contemporaine.

(La Ligue de l'Enseignement) (OpenEdition) **Leur intégration dans les pratiques d'éducation permanente transforme les associations en véritables laboratoires de démocratie**, capables de former des citoyens critiques et actifs tout en générant des innovations participatives reproductibles.

La convergence actuelle entre cadre légal favorable, outils technologiques accessibles, financements diversifiés et demande sociale croissante crée une fenêtre d'opportunité exceptionnelle. Les associations d'éducation permanente de la FWB disposent de tous les atouts pour devenir les pionnières de cette transformation : légitimité institutionnelle, expertise pédagogique participative, ancrage territorial et capacité d'innovation sociale. (Cfwb +3)

L'enjeu dépasse la simple modernisation des pratiques associatives. Il s'agit de contribuer activement à la refondation démocratique en formant une nouvelle génération de citoyens capables d'analyse critique, de coopération et d'action collective. Les expériences menées ces dernières années, de Braine-le-Comte à Bruxelles, du CPCP à l'Observatoire des Citoyens français, prouvent que cette transformation est possible et génère des résultats concrets. (Strasbourg +6)

Le moment d'agir est venu. Les associations qui intégreront ces approches dans les prochains mois se positionneront comme leaders du renouveau démocratique francophone, contribuant ainsi à leur mission fondamentale d'émancipation individuelle et collective des publics qu'elles accompagnent.